

# LOI modifiant celle du 30 novembre 1964 sur la distribution de l'eau

721.31

du 5 mars 2013

---

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

*décrète*

## **Article premier**

<sup>1</sup> La loi du 30 novembre 1964 sur la distribution de l'eau est modifiée comme il suit :

### **Art. 1 Obligations et facultés des communes**

<sup>1</sup> Les communes sont tenues de fournir l'eau nécessaire à la consommation (eau potable) et à la lutte contre le feu dans les zones à bâtir et les zones spéciales qui autorisent la construction de bâtiments, conformément à la législation sur l'aménagement du territoire et les constructions.

<sup>2</sup> Sans changement.

<sup>3</sup> Sans changement.

### **Art. 2 Qualité de l'eau**

<sup>1</sup> Les communes veillent à ce que la qualité de l'eau potable fournie sur leur territoire satisfasse aux exigences de la législation fédérale sur les denrées alimentaires.

### **Art. 5**

<sup>1</sup> La distribution de l'eau fait l'objet d'un règlement communal qui n'entre en force qu'après son approbation par le chef du département en charge du domaine de la distribution de l'eau potable (ci-après : le département).

<sup>2</sup> Sans changement.

### **Art. 6** c) par un distributeur

<sup>1</sup> La commune peut confier la distribution de l'eau sur son territoire à une personne morale à but non lucratif, de droit privé ou de droit public et offrant des garanties suffisantes. Elle lui accorde une concession régissant les conditions de la distribution et qui n'entre en force qu'après avoir été approuvée par le conseil communal ou général et le chef de département.

<sup>2</sup> Sans changement.

### **Art. 7a** b) Plan directeur de la distribution de l'eau

<sup>1</sup> Sans changement.

<sup>2</sup> Ce plan est soumis à l'approbation du département.

### **Art. 7b** c) Procédure d'enquête et d'approbation des installations principales

<sup>1</sup> Tout projet de création ou de transformation d'installations principales est soumis à l'approbation du département, après enquête publique de trente jours dans les communes territoriales.

<sup>2</sup> A l'issue de l'enquête, la ou les municipalités concernées transmettent les observations et les oppositions au département qui approuve le projet en même temps, en règle générale, qu'il se prononce sur les oppositions.

<sup>3</sup> Moyennant accord préalable du département, les communes peuvent dispenser d'enquête les objets de moindre importance.

**Art. 8** d) Construction et entretien quand l'eau est fournie:  
da) par la commune

<sup>1</sup> La commune fait construire et entretenir les installations principales (ouvrages de captage, de traitement, de pompage, d'adduction, de stockage et réseau principal de distribution en principe jusqu'aux bornes-hydrantes) soit par ses propres services, soit par un entrepreneur qualifié choisi par elle.

<sup>2</sup> Sans changement.

<sup>3</sup> Sans changement.

**Art. 9** db) par un distributeur

<sup>1</sup> Lorsque la commune confie la distribution de l'eau à un distributeur, la concession fixe les conditions relatives à la construction et l'entretien des diverses installations.

**Art. 14 Taxes pour l'eau fournie**

<sup>1</sup> Pour la livraison de l'eau, la commune, respectivement le distributeur, peut exiger du propriétaire conformément à l'article 4 de la loi sur les impôts communaux (LICom) :

- a. une taxe unique fixée au moment du raccordement direct ou indirect au réseau principal ;
- b. une taxe de consommation d'eau au mètre cube ou au litre/minute ;
- c. une taxe d'abonnement annuelle ;
- d. une taxe de location pour les appareils de mesure.

<sup>2</sup> Le règlement communal, respectivement la concession, définit les modalités de calcul des taxes ainsi que le cercle des contribuables qui y sont assujettis.

<sup>2bis</sup> La compétence tarifaire de détail peut être déléguée à l'organe exécutif ou au distributeur, dans le cadre fixé par le règlement, respectivement la concession, qui définit dans ce cas le montant maximal des taxes en plus de ce qui est prévu à l'alinéa 2.

<sup>3</sup> Abrogé.

<sup>4</sup> Les installations principales doivent s'autofinancer.

<sup>5</sup> Les taxes sont calculées de manière que, après déduction de subventions éventuelles, les recettes permettent de couvrir les dépenses, notamment celles d'exploitation, d'entretien, du service des intérêts et de l'amortissement du capital investi ainsi que celles de la création et de l'alimentation d'un fonds de renouvellement, de recherche et d'investissement.

**Art. 15**

<sup>1</sup> Abrogé.

**Art. 17a Situation de crise**

<sup>1</sup> Sans changement.

<sup>2</sup> Le département assure la coordination et le contrôle de cette préparation.

**Art. 18 Procédure**

a) En général

<sup>1</sup> Sous réserve de l'article 19, la loi sur la procédure administrative est applicable aux décisions rendues en application de la présente loi, ainsi qu'aux recours contre ces décisions.

<sup>2</sup> Abrogé.

<sup>3</sup> Abrogé.

**Art. 19** b) Taxes

<sup>1</sup> L'article 45 LICom est applicable aux recours dirigés contre les décisions en matière de taxes communales prévues aux articles 7 et 14.

<sup>2</sup> Lorsque la distribution de l'eau est concédée à un distributeur, l'autorité de recours compétente, au sens de l'article 45 LICom, est celle de la commune concédante.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Les règlements communaux, ainsi que les concessions, doivent être adaptés aux exigences de la présente loi dans un délai de trois ans dès son entrée en vigueur.

<sup>2</sup> Les articles 18 et 19 sont applicables immédiatement aux contestations qui surgissent après l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>3</sup> Les contestations pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont traitées par les autorités saisies selon l'ancien droit.

**Art. 3**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi. Il en publiera le texte conformément à l'article 84, alinéa 1, lettre a) de la Constitution cantonale et en fixera par voie d'arrêté, la date d'entrée en vigueur.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 5 mars 2013.

Le président  
du Grand Conseil :

Le secrétaire général  
du Grand Conseil :

*P. Martinet*

*O. Rapin*

Le Conseil d'Etat ordonne la publication de la présente loi, conformément à l'article 84, alinéa 1, lettre a) de la Constitution cantonale.

Lausanne, le 13 mars 2013.

Le président :

Le chancelier :

*P.-Y. Maillard*

*V. Grandjean*

Date de publication : 19 mars 2013.

Délai référendaire : 28 avril 2013.